

Attribution de temps

Des voix: C'est honteux!

M. Taylor: Voilà dans quelle voie ils nous entraîneraient. Ils ignorent où ils vont, mais c'est là qu'ils nous mèneraient.

Notre gouvernement songe à l'avenir. Nous savons où nous allons et ce que nous voulons faire. Nous voulons faire du Canada un pays sans dette, ayant un budget bien équilibré, afin que nos citoyens puissent garder une plus grande partie de leurs salaires au lieu d'avoir à se contenter d'un chèque de paie très réduit. J'espère qu'un jour le Canada sera un pays uni où le bonheur règnera de l'Arctique au 49^e parallèle et du Pacifique à l'Atlantique, où les citoyens pourront gagner leur vie et où le gouvernement ne prendra soin que des nécessiteux et non pas des riches.

Une voix: Et les banques?

M. Taylor: J'ai envie de rire quand j'entends les libéraux et les néo-démocrates parler des riches. Qui veut aider les riches?

Des voix: Les conservateurs.

Mme Copps: Vous.

Mme Mitchell: Que faites-vous des sociétés pétrolières et des banques?

M. Taylor: Ce programme aidera les pauvres et non pas les riches. Les riches sont des citoyens comme les autres.

Mme Mitchell: Aidez les banques.

M. Taylor: Je ne critique pas les riches. La plupart d'entre eux se sont enrichis en travaillant fort. Maintenant, les néo-démocrates veulent leur prendre leur argent.

Mme Mitchell: Donnez-le aux banques.

M. Taylor: Je veux faire de notre pays un endroit où nous pourrions conserver notre avoir et où nous aurons plus de riches. Je ne peux pas faire de tort aux pauvres. Ce projet de loi ne s'attaque pas aux pauvres. Il prend aux riches et donne aux pauvres.

M. Lapierre: Pas du tout.

M. Taylor: Les députés d'en face devraient s'enfoncer cela dans le crâne.

M. Lapierre: Lisez le projet de loi.

M. Taylor: Il prend aux riches et donne aux pauvres.

[Français]

M. Malépart: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

M. le vice-président: Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart) fait un rappel au Règlement.

M. Malépart: Je vais permettre au député de brancher son appareil, mais je pense qu'il ne parle pas du bon projet de loi. Le projet de loi qui enlève de l'argent aux pauvres pour le donner aux riches . . .

[Traduction]

M. le vice-président: Le député de Bow River a la parole pour participer au débat.

M. Taylor: Monsieur le Président, j'aimerais que le député d'en face lise dans sa propre langue, s'il le veut, en français ou en anglais, le projet de loi. S'il le faisait, il constaterait que nous versons une somme plus élevée aux familles pauvres qui ont des enfants qu'aux familles riches qui en ont également. Cela embête les députés d'en face. Ils ne cessent de dire que nous allons nuire aux riches. Ils tentent d'induire les pauvres en erreur. C'est ce que font les députés d'en face. Le député qui m'a précédé, que je tiens en haute estime, a affirmé que nous aidions les nantis. C'est tout à fait absurde. Le projet de loi portera l'allocation maximale de \$384 à \$524 d'ici 1989 pour les pauvres et non pour les riches. Pourquoi les députés d'en face tentent-ils d'induire les gens en erreur durant le débat sur la motion tendant à une répartition du temps?

Quant je me suis rendu en Grande-Bretagne avec une délégation, j'ai demandé aux députés travaillistes et tories s'ils souscrivaient à la politique de leur gouvernement. Que font-ils en Grande-Bretagne? Presque tous les projets de loi portent la mention: «Cette mesure sera débattue durant tant de jours.» J'ai dit à un député travailliste qui fait partie de l'opposition: «Appuyez-vous cette mesure?» Il m'a répondu: «Bien sûr, il faut que le Parlement avance dans ses travaux. Nous sommes ici pour régler des problèmes.» Nous ne voulons pas entendre répéter et répéter les mêmes choses que nous avons entendues jusqu'ici dans le débat en cours.

Une voix: Pourriez-vous nous répéter cela?

M. Taylor: Vendredi dernier, ils se sont tellement répétés qu'il n'y avait plus de députés pour participer au débat et ils ont dû réclamer l'ajournement de la Chambre.

M. Tobin: Vous n'avez rien dit de nouveau depuis dix ans.

M. Taylor: Monsieur le Président, nous voulons allouer une période de temps raisonnable au débat. J'aimerais que le gouvernement formule une politique en vertu de laquelle le débat de chaque projet de loi durerait un nombre précis de jours, afin que nous puissions débattre les mesures à fond en évitant les répétitions.

● (1240)

Ces députés parlent d'aider les riches grâce à l'exemption des gains en capital. Ils devraient aller voir dans l'Ouest certaines des exploitations agricoles où je me suis rendu. Le seul pécule de ces agriculteurs est la terre qu'ils cultivent depuis 50 ans. Le gouvernement leur dit maintenant qu'à 65 ou 70 ans, ils peuvent vendre ce pécule et le conserver, qu'il ne leur en prendra pas une partie, car ils ont payé des impôts toute leur vie.

Mme Mitchell: Mais vous allez vous en prendre à leurs petits-enfants, n'est-ce pas?